



CHAPITRE 152

CHAPTER 152

Loi concernant Les commissaires d'écoles
pour la municipalité de la ville de
Plessisville

An Act respecting The school commis-
sioners for the municipality of he town
of Plessisville

[Sanctionnée le 18 décembre 1958]

[Assented to, the 18th of December, 1958]

Préam-
bule.

ATTENDU que Les commissaires d'éco-
les pour la municipalité de la ville
de Plessisville ont, par leur pétition,
représenté qu'il est dans l'intérêt de la
municipalité scolaire de la ville de Plessis-
ville, que la Loi de l'instruction publique
(Statuts refondus de Québec, 1941), soit
modifiée quant à eux afin de leur accorder
des pouvoirs plus étendus;

Attendu qu'il y a lieu d'accorder la
demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du
consentement du Conseil législatif et de
l'Assemblée législative de Québec, décrète
ce qui suit:

Change-
ment de
fonction
d'institu-
teur.

1. Nonobstant les dispositions de l'ar-
ticle 233 de la Loi de l'instruction publique
(Statuts refondus de Québec, 1941, cha-
pitre 59), les commissaires auront la
faculté en tout temps durant l'année sco-
laire de changer de fonction pédagogique
de classe ou d'école, un instituteur ou une
institutrice, pourvu que son traitement
ne soit pas réduit.

S.R.,
c. 59,
a. 397,
remp.
pour la
corpora-
tion.

2. L'article 397 de la Loi de l'instruc-
tion publique est remplacé, pour les com-
missaires, par le suivant:

Intérêt.

"397. Les taxes scolaires portent
intérêts à raison de six (6%) pour cent
par an, à dater du trentième jour qui suit
celui où elles sont exigibles.

WHEREAS The school commissioners ^{Preamble.}
for the municipality of the town
of Plessisville have, by their petition,
represented that it is in the interest of
the school municipality of the town of
Plessisville, that the Education Act (Re-
vised Statutes of Quebec, 1941), be
amended, as regards them, in order to
grant them more extensive powers;

Whereas it is expedient to grant the
prayer contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice
and consent of the Legislative Council and
of the Legislative Assembly of Quebec,
enacts as follows:

1. Notwithstanding the provisions of <sup>Change of
office of
teacher.</sup>
section 233 of the Education Act (Revised
Statutes of Quebec, 1941, chapter 59),
the commissioners shall have the right,
at any time during the school year, to
transfer any teacher from any pedagogical
function, class or school to another pro-
vided his or her salary be not reduced.

2. Section 397 of the Education Act <sup>R.S.,
c. 59,
s. 397,
replaced
for cor-
poration.</sup>
is replaced, for the commissioners, by the
following:

"397. School taxes shall bear interest
at the rate of six (6%) per cent per an-
num, after thirty days from the date
when they become exigible, ^{Interest.}

Remise
prohibée.

Il n'est pas au pouvoir de la commission scolaire de faire remise de ces intérêts.

Réduc-
tion.

Toutefois, les commissaires ou les syndics peuvent décréter un taux d'intérêt inférieur à celui ci-dessus prévu mais qui ne doit pas être inférieur à cinq (5%) pour cent par an.

Prescrip-
tion.

Les taxes scolaires sont prescriptibles par trois ans."

Allocation
aux com-
missaires.

3. A compter du premier février 1959, Les commissaires d'écoles de la ville de Plessisville sont autorisés à verser annuellement une somme n'excédant pas huit cents (\$800.00) dollars au président de la corporation et une somme n'excédant pas quatre cents (\$400.00) dollars à chacun des commissaires qui en font partie et ce, à titre d'allocation pour dépenses occasionnées par l'exercice de leurs fonctions et pour frais de représentation.

Entrée en
vigueur.

4. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

The school board shall not have power to remit such interest. Remit-
tance pro-
hibited.

The commissioners or the trustees may, however enact a lower rate of interest than that above provided but which shall not be lower than five (5%) per cent per year. Lower
rate.

School taxes shall be prescribed by three years." Prescrip-
tion.

3. As from the first of February, 1959, The school commissioners for the town of Plessisville are authorized to pay annually a sum not exceeding eight hundred (\$800.00) dollars to the chairman of the corporation, and a sum not exceeding four hundred (\$400.00) dollars to each of the commissioners thereof, by way of compensation for expenses incurred in the exercise of their functions and for entertainment expenses. Compen-
sation to
commis-
sioners.

4. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming
into force.